

Chapitre 4 – La fin de la Seconde Guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre mondial

Contexte

 Pages 140-141 – Point de passage

1948 : le « coup de Prague »

Créée après la première guerre mondiale, la Tchécoslovaquie est, dans l'entre-deux guerres, une démocratie solide, entretenant de bonnes relations avec l'URSS et l'Europe occidentale, malgré la présence d'un parti communiste puissant et bien implanté. En 1945, libéré à la fois par l'armée rouge et l'armée américaine, le pays apparaît alors comme un modèle politique en Europe centrale, ouvert à la fois vers l'Est et l'Ouest.

Une démocratie entre l'Est et l'Ouest

À la libération, un gouvernement de coalition est formé, réunissant différents partis de gauche et incluant des communistes ; auréolé du prestige de son rôle dans la résistance, le parti communiste est en effet le premier parti au Parlement, et son chef K. Gottwald devient président du Conseil. La Tchécoslovaquie est alors un État de droit où les libertés publiques fondamentales sont respectées.

Ainsi, bien que situé dans la sphère d'influence soviétique, le pays reçoit l'aide matérielle des États-Unis pour entamer sa reconstruction et les liens culturels, déjà forts dans l'entre-deux guerres, se tissent à nouveau entre les deux pays à travers différentes institutions. Pour les dirigeants occidentaux, la Tchécoslovaquie est alors perçue comme un modèle de démocratie ouverte ; quand en mars 1946 à Fulton, Churchill parle pour la première fois d'un rideau de fer et de la situation en Europe de l'Est, il précise : « à l'exception de la Tchécoslovaquie, il n'y a pas de vraie démocratie ».

La Tchécoslovaquie prise dans les logiques de guerre froide

Pourtant la situation change peu à peu avec la dégradation du contexte international et la méfiance croissante et affichée entre dirigeants soviétiques et américains. La Tchécoslovaquie est alors prise dans les logiques émergentes de la guerre froide ; à l'été 1947, elle doit renoncer à l'aide américaine sous pression de Staline ; en septembre 1947, les communistes tchécoslovaques reçoivent l'ordre de renforcer leurs positions dans l'armée et la police, de se lancer dans un affrontement idéologique radical avec le gouvernement de coalition. En février 1948, les communistes prennent l'offensive, avec des manifestations de masse contre les ministres non communistes du gouvernement. Le président de la république, E. Bénès, cède, redoutant une guerre civile, et accepte que K. Gottwald forme un nouveau gouvernement communiste.

Très vite, l'exclusion des députés non communistes, la suppression des libertés publiques fondamentales, la fermeture des organisations pro-américaines, accélère la mainmise du parti communiste sur le pays. Le 9 mai, une nouvelle constitution « de la république populaire » est adoptée, puis des élections législatives donnent 90 % des voix à la liste unique dominée par les communistes.

Un choc pour les opinions occidentales

Cette prise du pouvoir par les communistes, sans violence, est un choc pour les gouvernements et les opinions occidentales, qui voyaient dans la Tchécoslovaquie une démocratie parlementaire solide. Pour beaucoup, c'est avec le « coup de Prague » que le rideau de fer tombe sur l'Europe.

En effet, désormais la soviétisation s'accélère en Europe de l'Est avec des nationalisations, l'épuration politique et les répressions. Les ouvertures économiques et culturelles qui subsistaient entre l'Est et l'Ouest se ferment.